

Communiqué de François GROSDIDIER, sénateur-maire de Woippy et vice-président de Metz Métropole en charge du logement et de l'habitat suite à l'annonce de la candidature de plusieurs listes de droite à Marly et des raisons invoquées pour les justifier (R.L. du 23/01/13) :

Sénateur UMP, je déplore cette division annoncée pour les élections municipales à Marly. Je connais depuis des décennies l'ensemble des protagonistes, à la fois des amis politiques, au RPR puis à l'UMP, et des amis personnels. Même si Marly présente une sociologie politique confortable pour notre famille politique, ce n'est pas une raison pour se payer le luxe d'une division. Le prix peut être la victoire d'une gauche minoritaire. On l'a vu encore à Metz en 2008.

Vice-président de Metz-Métropole délégué au logement et à l'habitat, je ne peux pas laisser accuser l'actuelle municipalité de laxisme dans la gestion des gens du voyage ou encore d'avoir bradé des terrains à des bailleurs sociaux, au préjudice des intérêts de la commune. C'est inexact.

Pour l'aire communale permanente d'accueil des gens du voyage, l'actuelle municipalité s'est associée à celle de Montigny-lès-Metz pour définir le projet le plus rationnel et le moins préjudiciable en répondant à la loi.

Pour l'aire de grand passage, dans le cadre de Metz-Métropole, d'une mission confiée par son président et relevant de ma délégation, le maire de Marly a fait ce qu'il fallait pour régler un problème qui conduisait à l'inexpulsabilité judiciaire des gens du voyage installés illégalement sur l'ensemble de l'arrondissement.

Pour les logements sociaux ou aidés, l'actuelle municipalité rattrape le retard creusé par Marly et qui était préjudiciable non seulement aux finances de la ville (rappelons que les amendes pour les communes déficitaires en logements sociaux vont être quintuplées) mais aussi au dynamisme démographique de la ville, indispensable ne serait-ce que pour conserver les effectifs scolaires. De telles opérations ne peuvent pas se réaliser au prix hautement spéculatifs qu'avaient atteint certains terrains à bâtir à Marly. La ville n'a pas pour autant sacrifié ses intérêts et nous sommes intervenus pour aider à l'équilibre économique des opérations, entre la ville et le bailleur. C'est la responsabilité et l'honneur d'une municipalité d'utiliser les moyens d'intervention publique pour freiner les hausses spéculatives et permettre non seulement aux familles modestes, mais aussi à des familles plus aisées mais encore jeunes et primoaccédantes, d'accéder à la propriété à des conditions raisonnables.

Une ville ne peut faire l'autruche face aux gens du voyage, sauf à subir dans l'impuissance. Une ville ne peut plus s'abstenir de construire les logements aidés, sauf à payer des amendes et à perdre des habitants. Ceux qui ne le voient pas se trompent d'époque. J'invite à ne pas utiliser de tels mauvais arguments.